56e année. — 3e série. — N° 45825 (5 h. du matin) PARIS ET DÉPARTEMENTS : 20 CENTIMES (5 h. du matin) LUNDI 31 JANVIER 1921

ARTHUR MEYER
Directeur
RÉDACTION — ADMINISTRATION
2, rue Drouot, 2
ABONNEMENTS
Paris et Départements
Un mois.. 5 fr. 50 | Six mois.. 28 fr.
Trois mois 15 fr. | Un an... 54 fr.
Etranger
3 mois 18 fr. 50
Les manuscrits ne sont pas rendus

Le Gaulois

JOURNAL DE LA DÉFENSE SOCIALE ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE

LIRE CHAQUE MATIN
Dans la « DERNIERE HEURE »
Le Résumé en Anglais des
INFORMATIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES FINANCIÈRES
D'AMÉRIQUE et D'ANGLETERRE
COMMUNIQUÉES PAR LE
NEW YORK HERALD

TÉLÉPHONE : Gut. 02.37 — Cent. 09.00 — Louvre 12 21

DU COTÉ ALLEMAND

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Messieurs, j'ai tenu à réunir autour de moi quelques-unes des personnalités éminentes de l'Empire avant de fixer ma propre opinion sur ce que les alliés appellent leur accord... Car je me sens agité d'une vague inquiétude. L'accord serait-il sérieux, cette fois-ci ?... Qu'en pensez-vous, général ?

LUDENDORFF. — Je viens de lire ce document avec la plus grande attention. Il est injurieux à un degré qui ne me paraît pas supportable. On ne traiterait pas autrement un peuple vaincu.

M. HUGO STINNES. — Mon général, je ne voudrais pas soulever entre nous de questions irritantes, et il est incontestable que nul ne peut se vanter d'avoir infligé une défaite à votre invincible armée...

LUDENDORFF. — Voilà la vraie doctrine allemande.

M. HUGO STINNES. — Néanmoins, nous ne devons pas nous cacher entre nous, il me semble, et ne serait-ce que pour la commodité du raisonnement, que la victoire que nous avons remportée sur les alliés n'a pas égalé nos espérances...

LUDENDORFF. — Je vous l'accorde. Il aurait mieux valu prendre Paris, ça aurait simplifié bien des choses... Vous avez le courage de sourire, Hugo Stinnes ?

M. HUGO STINNES. — C'est à la pensée de la petite note que nous aurions présentée à la France...

LUDENDORFF (*souriant aussi*). — Ah ! ah !... Et des moyens que nous aurions employés pour son recouvrement...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Ne revenons pas en arrière... Le passé est le passé !... Nous avons à prendre aujourd'hui les déterminations les plus graves... Il est certain que nous ne sommes pas en état d'imposer notre volonté à l'Angleterre et à la France. Ce jour viendra, n'en doutons pas, mais il paraît éloigné et le général Ludendorff lui-même, à la tête de ses fidèles Bavarois, ne se heurterait pas sans risque aux troupes du maréchal Foch... Dans ces conditions, quelle réponse faire à l'insolence des alliés ? (*A M. Theodor Wolff.*) Vous qui êtes directeur d'un des journaux les plus influents de l'Allemagne, dites-nous, je vous prie, l'état actuel de l'opinion publique...

M. THEODOR WOLFF. — Je crois le connaître assez bien. Je suis également assez au courant de l'opinion publique française, car j'étais, avant la guerre, très parisien, comme vous ne l'ignorez pas... J'allais aux répétitions générales et je faisais la critique dramatique dans le *Berliner Tageblatt*...

LUDENDORFF. — C'était le bon temps.

M. THEODOR WOLFF. — Si je déteste la France, comme c'est le devoir de tout bon Allemand, j'aime beaucoup Paris ; et au cas, général, où vous auriez été appelé à le brûler, je vous aurais demandé de laisser debout quelques petits théâtres et deux ou trois restaurants de nuit de Montmartre, où je soupais quelquefois...

LUDENDORFF. — J'y aurais consenti avec bonté...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Parlons sérieusement.

M. THEODOR WOLFF. — J'en reviens donc à l'opinion publique dans notre pays... Elle est partagée entre le désir ardent de la revanche et la crainte non moins vive que nous ne soyons battus une seconde fois si nous recommençions la guerre.

LUDENDORFF (*vivement*). — Nous n'avons pas été battus !

M. THEODOR WOLFF (*avec courtoisie*). — Je ne veux pas vous contrarier...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — En somme, comment, d'après vous, l'opinion va-t-elle accueillir l'accord ?...

M. THEODOR WOLFF. — Je vous répondrai franchement. Avec une indignation qui ne tardera pas à se transformer en une résignation bien allemande, si les alliés ne se divisent plus entre eux et nous menacent carrément, ce qui me paraît, hélas ! probable... Le coup de la Ruhr cesse d'être une simple plaisanterie. Tout était là... (*Il fredonne machinalement sur l'air de Delmet : ...Las de l'attendre dans la Ruhr...*)

LUDENDORFF. — C'est bien le moment de chanter !...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Vous concluez ?...

M. THEODOR WOLFF. — Qu'il faut savoir d'abord jusqu'à quelle profondeur l'accord est sincère entre les alliés... S'il l'est, comme je le crains, nous n'avons plus qu'à payer...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — J'attends un homme qui nous renseignera exactement là-dessus. C'est M. Keynes, dont le livre fameux sur les *Conséquences économiques de la guerre* nous a rendu tant de services... Il est de passage à Berlin...

LUDENDORFF. — Malgré moi, je me méfie des Anglais...

LE CHANCELIER FEHRENBACH (*à qui on apporte une carte*). — C'est lui, justement... Faites entrer... (*Entre M. Keynes. Le chancelier va à sa rencontre et lui serre chaleureusement la main.*)

M. KEYNES (*entrant*). — Messieurs...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Maître, je vous attendais avec la plus vive impatience... Vous devez être aussi indigné que nous de cet accord, qui est en contradiction directe avec les admirables déductions de votre ouvrage immortel...

M. KEYNES. — Evidemment, mais je vous avoue que je suis troublé. Cette Conférence de Paris en arrive à me faire douter des fondements mêmes de la science économique. Serait-elle un vain mot ? Ces Français sont bien étonnants ! Voilà des gens qui n'entendent rien à l'économie politique et qui sont arrivés, par la simple ingéniosité de l'esprit, à renverser toutes mes combinaisons... Je me sens une certaine estime pour eux, malgré leur ignorance... Je vous assure, messieurs, que vous ne connaissez pas encore bien les Français... Toutes les erreurs allemandes viennent de là...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Alors, vous aussi, Keynes, vous nous abandonnez ?...

M. THEODOR WOLFF (*très parisien*). — *Tu quoque !...*

M. KEYNES (*froidement*). — Je vous conseille de payer... J'en serai quitte pour faire une nouvelle édition de mon livre.

LUDENDORFF. — Me serais-je trompé ? Suis-je victime d'une hallucination ?... Nous serions donc vraiment vaincus ?...

M. THEODOR WOLFF. — On oublie toujours ça...

LE CHANCELIER FEHRENBACH. — Payer ! C'est très gentil... (*A M. Hugo Stinnes.*) Mais le pouvons-nous ?...

M. HUGO STINNES. — Rien de plus facile... (*Un temps.*) Si nous le voulons, bien entendu.

Alfred Capus
de l'Académie française.

Les Malheurs d'une Perle

Minuit. Dans le hall de l'hôtel où se sont rencontrées Mlle Campbell et Mlle Jane Renouardt — non sans résultat — veille un agent de M. Duranton. Soudain, dans le silence, il entend sortir une voix de la bouche de chaleur, une petite voix qui lui parle ainsi :

— Fin limier, mon ami, je suis une des quinze perles qui s'égrenèrent sur le parquet le jour où ces dames vidèrent leur querelle en hall clos.

» J'aime mieux te le dire : tu fais fausse route dans toutes les directions. Il n'y a point de vol en ton affaire, et, d'autre part, qui pourrait supposer que jamais Mlle Campbell eût consenti à porter autour du col des perles indignes de cacher si peu que ce soit de sa peau blanche ?

» La vérité, je vais te la dire.

» Nous sommes, mes compagnes et moi, quatorze petites fées nées dans une île de l'océan Indien, et qu'un mauvais génie a enfermées dans des huîtres, où nous sommes devenues perles.

» Nous avons vu Ceylan bien avant M. Painlevé et M. Georges Clemenceau. Forcées d'être perles, nous voulûmes du moins mériter que notre joli nom continuât à signifier « ce qu'il y a de mieux dans un genre ». Ainsi, on disait jadis : « la perle des servantes » ; mais la formule est un peu tombée en désuétude. Nous tenions à devenir les perles des perles.

» Nous rêvions de faire partie d'un de ces colliers de famille ou d'un de ces diadèmes qui sont la gloire de celles qui les possèdent et qui ne voient guère la foule que du haut des corbeilles de noces ou les jours de grand tra-la-la au château.

» Hélas ! qu'il est difficile de suivre le bon chemin ! Nous désirions mourir en un vieil écrin où nous aurions été placées toutes jeunes. Nous avons fait le tour du monde en fréquentant surtout le demi.

» Nous avons eu des hauts et des bas : je veux dire des hausses folles et puis des baisses déconcertantes.

» En plein jour, en plein vent, étalées sur du papier, nous avons été vendues au milieu d'une rue de Paris, une petite rue proche de Notre-Dame de Lorette, où des courtiers aux accents les plus divers tiennent marché depuis des années et des années. Nous avons été, depuis lors, bien souvent montées en colliers et nous avons eu bien des histoires.

» Ah ! nous les connaissons, les dessous de la vie parisienne ! Nous pourrions les nommer, toutes les petites femmes qui feignent de nous désirer et, pour nous posséder, mettent au cou de leur ami le plus beau des colliers : « les deux bras d'une femme aimée... »

» Et que de fois, quelques jours après, sommes-nous retournées dans la même boutique, où, fort simplement, le bijoutier, qui nous attendait, nous reprenait contre espèces sonnantes, non sans une soulte retenue !

» Et nous n'ignorons rien de la vente à crédit pratiquée par le fils de famille, qui nous porte chez le prêteur où vient nous dégager son conseil judiciaire.

» Ah ! pour des perles de l'Asie, quelle tristesse qu'une telle vie de bohème !

» Résignées à nos malheurs, nous espérions du moins être menées par notre nouvelle propriétaire en des endroits divertissants, assister à des fêtes, puisque nous n'étions plus destinées à des cadeaux de noces. Nous rêvions de plaisirs ; ce fut un pugilat.

» Des causes de notre différend avec Mlle Jane Renouardt, de la *compétition* de ces jours derniers, nous ne dirons rien. Sache seulement que nous eûmes grand peur au moment du corps-à-corps, que l'arbitre n'arrêta pas assez vite, et que c'est nous qui allâmes à terre.

» Nous sommes aussi vraies que je te le dis. Mais le génie qui nous tient enfermées dans la nacre, après cette dernière mésaventure a eu pitié de nous. Il nous a permis, pour échapper désormais à ces tribulations, de nous transformer en perles de théâtre. Nous finirons au magasin des accessoires. »

Le fin limier bâilla. La voix se tut.

— Encore une question d'orient, murmura-t-il, et il se rendormit.

Jean Vivant

L'élection du 2e secteur de la Seine

LES CANDIDATS

Hier, s'est réuni, à Paris, le congrès des comités républicains (Bloc national) du 2e secteur de la Seine, à l'effet de désigner deux candidats de l'Union républicaine à l'élection du 27 février prochain.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Alexandre Millerand, élu président de la république, et de M. Lauche, décédé.

Le congrès était présidé par M. Henry Pathé, député, assisté de MM. Aucoc et Allemant, conseillers municipaux. MM. Dausset, sénateur, et Maurice Barrès, député, assistaient à la séance.

Après l'exposé du programme des candidats en présence, on a procédé au vote, auquel ont pris part 268 délégués. M. Le Corbeiller, président du conseil municipal, a été désigné par 181 voix. Un second tour était nécessaire pour désigner le deuxième candidat : c'est M. Virot, ancien conseiller municipal du 20e arrondissement, qui l'a emporté par 142 voix contre 122 accordées à M. Zévaès.

Une liste socialiste du parti des reconstructeurs et résistants sera présentée et portera, dit-on, les noms de MM. Longuet et Renaudel, anciens députés.

Les socialistes dissidents du parti français présenteront MM. Dejeante et Jean Bon, anciens députés unifiés exclus.

Les champions des socialistes-communistes seraient MM. Frossard et Loriot.

Quant aux radicaux-socialistes dissidents, ils auraient l'intention de se compter sur le nom de M. Franklin-Bouillon.

P. R.

Quelques conséquences du nouvel Accord

Quelles seront les répercussions immédiates de l'accord qui vient d'être signé à Paris ? Il faut évidemment s'attendre à ce que l'Allemagne s'efforce par tous les moyens de se dérober aux engagements qu'il lui impose. L'accueil que lui fait dès aujourd'hui la presse germanique est, à cet égard particulièrement significatif. Les organes conservateurs, de même que les journaux de gauche, sont à l'unisson pour exprimer leur indignation contre ce qu'ils considèrent comme un véritable étranglement de l'Allemagne ; ils s'accordent également pour conseiller au gouvernement et au pays de répondre par une fin de non recevoir à la sommation que lui adresse l'Entente.

Mais l'Allemagne, on le sait, commence toujours par refuser ; c'est une manière d'intimidation dont elle escompte l'effet et qui lui permet ensuite — du moins, elle l'espère, — de marchander, afin d'obtenir des conditions moins onéreuses. Il faut, par conséquent, s'attendre à une vigoureuse résistance de sa part qui nous obligera peut-être à envisager dès le début un recours aux sanctions. Il serait bien difficile, en ce cas, à l'Allemagne de prolonger sa résistance. Aussi ne saurait-on trop se féliciter du nouveau pacte de solidarité interalliée qu'implique l'accord d'hier. Il est en quelque sorte la sauvegarde de son exécution, à la condition que chacun s'y conforme.

Quant aux effets des conventions nouvelles sur la crise financière, ils ne se feront sans doute point immédiatement sentir. Comme nous l'expliquait hier M. Lloyd George, au cours de l'entretien qu'il nous a fait l'honneur de nous accorder, la mobilisation de la dette allemande ne saurait être effectuée tant que l'Amérique n'aura pas consenti à la faciliter, et, pour l'instant, elle n'y paraît nullement disposée. Enfin, la tension des changes est un autre obstacle à l'amélioration de la situation économique et financière ; or, comme nous le disait le premier ministre britannique, il est extrêmement difficile de contracter un emprunt à l'étranger, en raison des différences du change actuel, et celui-ci ne s'améliorera d'une façon vraiment appréciable que lorsque l'Amérique, d'une part, sera pleinement convaincue qu'elle banqueroute de l'Europe entraînerait l'effondrement de ses transactions et de ses marchés, et, d'autre part, lorsque l'Allemagne s'apercevra qu'elle a tout intérêt à exécuter loyalement les clauses de l'accord. Question de temps.

René d'Aral

LA NOTIFICATION A L'ALLEMAGNE

Voici le texte de la lettre d'envoi que M. Aristide Briand, président de la Conférence interalliée, a fait parvenir au président de la délégation allemande auprès de la Conférence de la paix à Paris, pour lui communiquer les décisions adoptées par la Conférence interalliée au sujet du désarmement :

Paris, le 29 janvier 1921.

Monsieur le président,

La Conférence des alliés s'est réunie à Paris du 24 au 29 janvier 1921 et a pris les décisions suivantes :

1° En ce qui concerne le désarmement de l'Allemagne, les alliés ont approuvé les conclusions formulées dans la note ci-annexée ;

2° En ce qui concerne les réparations, les alliés ont approuvé à l'unanimité les propositions formulées dans le document également ci-joint.

Les alliés ont, à diverses reprises, et aujourd'hui encore, en consentant de nouveaux délais pour le désarmement, tenu compte des difficultés qu'éprouvait le gouvernement allemand à exécuter les obligations qui résultent pour lui du traité. Ils ont le ferme espoir que le gouvernement allemand ne mettra pas les alliés, qui confirment leurs décisions antérieures, dans la nécessité d'envisager la grave situation qui se trouverait créée si l'Allemagne persistait à manquer à ses obligations.

Des délégués qualifiés du gouvernement allemand seront invités à se rencontrer à Londres, à la fin de février, avec les délégués des gouvernements alliés.

Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Suit le texte officiel des décisions de la Conférence que nous avons analysé hier. On trouvera plus loin quelques passages qui complètent cette analyse.

Deux distinctions

Le gouvernement français a fait remettre à M. Jaspar, ministre des affaires étrangères, la grand-croix de la Légion d'honneur et les insignes de grand-officier à M. Theunis, ministre des finances de Belgique.

Il a ainsi tenu à rendre hommage au zèle avec lequel MM. Jaspar et Theunis se sont entremis, dans les délibérations de la Conférence, pour aplanir toutes les divergences et contribuer si heureusement à l'accord final.

Les Échos

La redingote.

On la délaissait un peu. Elle était, si l'on ose dire (et l'on a tort d'oser), télescopée entre la jaquette du matin et le smoking du soir, l'habit gardant ses prérogatives.

Voici qu'elle redevient de rigueur.

C'est en redingote que le président de la république assistera, à l'Hôtel de Ville, à la réception du maréchal Pilsudski, qui sera l'hôte de nos édiles le 5 février après-midi. M. Millerand en a informé le bureau, qui a décidé de se mettre à l'unisson du chef de l'Etat.

Tous ceux qui, professionnellement, étaient contraints de passer leur habit après déjeuner et de se promener à travers Paris, tout le jour, en cravate blanche, sauront gré à M. Millerand de son initiative.

***

LE BEAU JOUET

Vers deux heures, elle traverse le parc Monceau. Tous les enfants qui jouent dans ce beau jardin le savent et l'attendent.

Serait-ce un cadeau du père Noël ? Peut-être, car cette voiture est un jouet, mais n'en est pas moins une vraie voiture brillante et légère sur ses quatre roues et traînée par deux poneys minuscules qui se ressemblent comme les grelots dont ils sont couverts.

Lui, un petit bonhomme de six ans, près du cocher impassible et glabre, regarde les enfants extasiés...

Et les grandes personnes qui savent lire dans les yeux des petits enfants s'amusent à ce spectacle, car tandis que tous les diablotins du parc convoitent la belle voiture, le propriétaire du jouet magnifique meurt d'envie de tirer sur la ficelle d'une voiture en carton, une sans-cheval, et qui ne marche pas toute seule.

***

On est quelquefois sévère pour les journaux, à qui l'on reproche leurs coquilles. Il en est un qui les rectifie avec une louable franchise : c'est l'*Officiel*.

Samedi, il publiait cinq colonnes d'*errata*. Erreurs dans des nominations militaires ; erreurs de chiffres dans les régiments désignés ; prénoms confondus avec le nom dans des promotions de la Légion d'honneur ; et puis ce sont des annulations de croix et de médailles déjà publiées ; des capitaines qui sont lieutenants ou des lieutenants capitaines, etc. Et des noms écorchés sans nombre : Cery pour Obry, Langeron pour Lancrenon, Nayade pour Mayade, Garbier pour Garnier, etc...

On ne saurait trop féliciter l'*Officiel* de rectifier ainsi. Mais comme il est l'*Officiel* et comme il est bien gênant, quand on lit une promotion le 6 janvier, de deviner que le 29 les noms seront rectifiés, nous nous permettrons de demander pourquoi cette revision, soit de la copie, soit des épreuves, n'est pas faite avant la publication des listes plutôt qu'après ?... Le *Journal officiel* n'a pas les nécessités de dernière heure de ses confrères... Alors ?

***

Un avis officiel informe les intéressés que « va être prochainement mis en adjudication le droit à l'exploitation de la publicité à placer sur les carnets de timbres-poste ».

C'est une étape. La prochaine publicité sera imprimée sur les timbres eux mêmes.

***

Pas d'abstentions.

La fraude électorale est évidemment une chose commode, mais il faut la doser.

Le juge de paix de la Martinique dont les décisions viennent d'être annulées avait eu vraiment, aux élections de 1919, la main lourde. C'est ainsi que, pour un village qui compte 3,600 habitants, dont 927 électeurs, il avait ordonné l'inscription sur la liste électorale de 5,280 électeurs. Et naturellement, le 16 décembre, il n'y avait pas eu une seule abstention dans la commune !

Certes, tel n'est pas le vœu de la loi. Mais ces électeurs imaginaires avaient, peut-être, très bien voté !

***

Polis.

A Berlin, le journal *Morgenpost* a organisé des « Semaines de Politesse ». Cela rend songeur, car cela implique qu'il y a des semaines sans politesse, comme nous avons eu des jours sans viande.

Le journal donnait des primes aux personnes signalées comme les plus polies.

Le premier prix (1,000 marks) a été remporté par Mlle Elisabeth Forsten, vendeuse dans un grand magasin.

Le second prix (500 marks) a été attribué à un conducteur d'autobus.

Le troisième prix (300 marks) est allé à un ouvrier de la ville.

On ne dira plus que les Allemands sont des Barbares. Ils ont brûlé Reims et Louvain, mais ils sont les seuls à posséder des lauréats de politesse.

Le Coq

PROPAGANDE BOLCHEVISTE EN FRANCE

Une importante organisation est découverte

Le chef a été arrêté à Nice — Des perquisitions ont amené la saisie de quantités de faux passeports et de pièces diverses — Une imprimerie secrète mise sous scellés à Antony — Aujourd'hui, on recherchera d'où venait l'argent

PAR M. ARMAND VILLETTE

La Sûreté générale vient, après de patientes recherches et de multiples enquêtes, de découvrir une importante organisation bolcheviste, constituée en France depuis quelques mois, déjà puissamment établie et disposant de fonds considérables destinés à entretenir une propagande intense dans tous les milieux.

Le chef de cette organisation a été arrêté hier à Nice. C'est un nommé Abramovitch, se faisant appeler le docteur Zalewski. Il est le délégué de Lenine et est membre de la commission extraordinaire des soviets. Il habitait Paris, 5, rue Lapeyrère, et s'était réfugié, ces jours derniers, à Nice, avec sa femme. C'est là que les inspecteurs de la Sûreté générale l'ont mis en état d'arrestation.

Le pseudo docteur Zalewski avait de nombreux lieutenants, tant à Paris qu'en province. Des perquisitions ont été pratiquées au domicile de chacun d'eux ; des ballots de documents ont été saisis ; leur dépouillement aura certainement un grand intérêt et permettra non seulement d'établir le rôle de chacun, mais encore de faire de nouvelles découvertes. A Antony, le commissaire de police s'est trouvé en présence d'une imprimerie clandestine où étaient confectionnés les tracts, les cartes, les brochures, les appels destinés à être répandus par toute la France.

Le parti communiste russe n'avait rien négligé, on le voit, pour entrepren-

La Semaine dramatique

PAR

M. Robert DE FLERS

THÉATRE EDOUARD-VII. — *Le Comédien*, pièce en quatre actes, de M. Sacha Guitry.

COMÉDIE-FRANÇAISE. — *Phèdre* (débuts de Mlle Ventura). — *Les Fausses Confidences.*

M. Sacha Guitry a les plus jolies audaces et les plus belles témérités. Il en a le moyen. Il en profite et il a bien raison. Après s'être plu à dramatiser les biographies de certains personnages historiques, il a commencé de mettre à la scène la monographie de certaines professions. Il débute par celle du comédien. Les quatre actes de sa nouvelle pièce sont quatre « crayons » vifs, rapides, précis. L'esquisse, parfois, est d'une révélation plus profonde qu'un portrait. M. Sacha Guitry a voulu nous montrer non seulement ce qu'est le comédien, mais ce qu'il pourrait être. C'est une gentille mission de distraire ses contemporains, c'en serait une plus noble de les rendre meilleurs. Le comédien le pourrait, mais il faudrait qu'on l'y aidât : les auteurs d'abord et le public aussi. M. Sacha Guitry n'est pas dur pour le public, il faut l'en approuver. Je suis sûr qu'il répondrait d'excellentes choses à Chamfort qui s'écriait : « Le public ? Combien faut-il de sots pour faire un public ? »

L'aventure imaginée par M. Sacha Guitry pour mettre en relief les traits essentiels du comédien est d'une simplicité accueillante, je veux dire par là qu'elle permet à tous les épisodes de se greffer sur l'action sans la surcharger ou l'obscurcir. Nous voyons d'abord le grand comédien entrer dans sa loge après la représentation. Il est mélancolique, car il vient de jouer une pièce pour la dernière fois. Pour un comédien, quitter un rôle n'est-ce pas mourir un peu ? Il profite de sa mauvaise humeur pour rompre avec une comédienne, son amie, dont la jalousie et la vanité l'exaspèrent. Le voilà seul, mais point pour longtemps. Un de ses vieux camarades, qu'il n'a pas vu depuis tant d'années, lui amène sa nièce, Jacqueline. Cette petite bourgeoise de vingt ans ne s'est-elle point avisée de se toquer du grand comédien qu'elle n'a vu qu'à la scène ? Le bon oncle lui dit ou à peu près : « Laisse-moi te présenter cette folle. Quand elle va te voir tel que te voilà, sans perruque et sans fard, elle sera du coup guérie de sa chimère. » Jacqueline fait donc la connaissance du grand comédien, mais sa toquade, loin de se dissiper, devient une passion. Elle filera le soir même avec lui vers une Méditerranée propice.

Au second acte, plusieurs mois se sont écoulés. Jacqueline et le grand comédien s'adorent, ou du moins Jacqueline adore le grand comédien : « Et toi, l'aimes-tu ? » interroge l'oncle fort contrarié. — « Non, répond-il, mon âme est tout entière absorbée par son amour pour moi. » Et c'est là sans doute une des plus jolies répliques de Sacha Guitry. Vous voyez que je la mets en bonne compagnie.

Le théâtre a réuni ces deux êtres si différents d'âges et de milieux ; c'est le théâtre qui les séparera. Jacqueline a cru entendre les voix intérieures qui l'appelaient à la scène. Justement, une actrice fait défaut pour un rôle important. « Je sais le rôle », dit Jacqueline, et le grand comédien secondera son désir. Il essayera d'élever sa petite amie jusqu'à lui, jusqu'à son art. Et nous assistons à une répétition dont M. Sacha Guitry nous a rendu le mouvement et le pittoresque avec une vérité minutieuse. Le soir de la première arrive. Jacqueline a été détestable. Elle ne jouera plus. Ainsi en a décidé le grand comédien. Elle s'indigne, se révolte et, à son tour, pose ses conditions. Si elle ne joue pas le lendemain, elle partira. Voilà donc le grand comédien pris entre son amour pour sa maîtresse et son amour pour son art. La situation est intéressante, mais elle l'eût été davantage si la tendresse de l'artiste pour Jacqueline nous avait été dépeinte avec plus d'abondance et d'émotion. Le grand comédien ne faiblira pas. Il préfère renoncer à Jacqueline plutôt que d'imposer au Théâtre sa médiocrité. De nouveau, le voilà seul. « Non, dit-il, j'ai rendez-vous ce soir avec douze cents personnes. »

Le grand comédien, c'est M. Lucien Guitry. Il y a été, à son ordinaire, le plus grand comédien de ce temps. Mlle Falconetti a été charmante de simplicité et de naturel dans le rôle difficile de Jacqueline. M. Alphonse Franck, dans le personnage du directeur, a été si pareil à lui-même que nous nous sommes demandé un instant s'il jouait vraiment la comédie. M. Berthier — le vieil oncle — est un artiste toujours excellent et dont je ne me lasserai point de dire qu'il n'a pas la place qu'il mérite. M. Saint-Paul, dans l'emploi d'un mauvais acteur, a été très bon et très fin comédien. Il faut aussi adresser des éloges à Mmes Alice Beylat, Ellen Andrée et Yolande Laffon, ainsi qu'à M. Desfontaines, qui est chargé de représenter les auteurs dramatiques auprès du grand comédien.

***

La Comédie-Française vient de nous donner *Phèdre* avec une distribution en partie renouvelée. Il faut l'en remercier, car jamais l'occasion n'est médiocre qui nous permet de revoir le plus hardi des chefs-d'œuvre du divin Jean Racine. De cette hardiesse même, Racine eut pleine conscience, et il se rendit fort exactement compte qu'elle était en avance sur son époque. « Je n'ose encore assurer, disait-il, que cette pièce soit la meilleure de mes tragédies. Je laisse aux lecteurs et au temps à décider de son véritable mérite. » Mais il ne fixe point la durée de ce temps, plus incertain que Stendhal, qui avait prévu, à trois ou quatre années près, le délai nécessaire à l'épanouissement de sa gloire.

Pour bien apprécier l'admirable audace d'une œuvre telle que celle-ci, il faut, par la pensée, la dépouiller de sa défroque antique. Imaginez, en effet, qu'aujourd'hui un auteur dramatique nous donne une pièce dont le sujet serait à peu près celui-ci : une jeune femme a épousé, pour des raisons de famille, un vieux membre de l'Institut, archéologue et explorateur, qui aurait eu d'un premier mariage un fils âgé de quelque vingt ans, aimant la chasse, le sport, et se conduisant avec une sagesse qui fait sourire de lui ses petits camarades. Imaginez que l'explorateur, au cours d'une campagne scientifique dans une Arabie redoutablement pétrée, passe pour avoir trouvé la mort. La jeune femme, se croyant dégagée de tous liens, avoue au jeune homme sage qu'elle brûle pour lui d'une ardeur effroyable. Terreur du jeune homme sage. Retour de l'explorateur, ravi du rapport remarquable qu'il va lire à son Académie, et très content de retrouver son épouse. Détresse de la malheureuse, en proie à une passion désordonnée, qui se jette sur les tapis, se tord les bras, avoue tous ses tourments à sa femme de chambre, sans songer à dissimuler la moindre de ses pensées incestueuses. Des amies malveillantes, des potins : l'explorateur est averti. Le jeune homme sage trouve la mort dans un accident d'automobile, qu'il a cherché, par une vitesse excessive. Quant à la pauvre jeune femme, pour se soustraire à une existence désormais impossible, elle n'a plus qu'à avaler le poison « que Médée apporta dans Paris ». Voilà le sujet, devant la témérité duquel un auteur dramatique serait bien excusable de reculer. Le tendre Racine le choisit et, qui mieux est, l'aima. Il est probable, — du moins le ton de sa préface et de ses notes l'indique-t-il, — que de toutes ses tragédies, celle-ci fut le plus près de son cœur, peut-être parce qu'il la trouvait tout de même un peu coupable. La précision et la vigueur avec lesquelles il affirme le contraire nous en est une preuve charmante : « Ce que je puis assurer, dit-il, c'est que je n'en ai point fait où la vertu soit plus mise en jour que dans celle-ci ; les moindres fautes y sont sévèrement punies : la seule pensée du crime y est regardée avec autant d'horreur que le crime même ; les faiblesses de l'amour y passent pour de vraies faiblesses ; les passions n'y sont présentées aux yeux que pour montrer tout le désordre dont elles sont la cause, et le vice y est peint, partout, avec des couleurs qui en font connaître et haïr la difformité. C'est là proprement le but que tout homme qui travaille pour le public doit se proposer ; et c'est ce que les premiers poètes tragiques avaient en vue sur toute chose. Leur théâtre était une école où la vertu n'était pas moins bien enseignée que dans les écoles des philosophes. » Il entra fort évidemment dans la pensée de Racine de faire servir *Phèdre* à l'enseignement de cette vertu. Il se donna pour cela un mal épouvantable et délicieux. Il voulut, avec une ineffable générosité, que son héroïne fût absoute, non point

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France